

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 8234. – EXPLOITATIONS HORTICOLES**  
**(Haute-Normandie)**  
**(2 octobre 1967)**

(Etendue par arrêté du 19 août 1968,  
*Journal officiel* du 2 octobre 1968)

---

**AVENANT N° 1 DU 31 JANVIER 2012**  
**À L'ACCORD DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1297082M  
IDCC : 8234

---

**PRÉAMBULE**

Les parties ont convenu de modifier les dispositions de l'article 5 de l'accord du 1<sup>er</sup> octobre 2009, concernant le montant de l'indemnisation de la garantie incapacité temporaire, afin de rédiger notamment la partie relais mensualisation suivant les termes de l'accord national.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Garantie incapacité temporaire*

L'article 5 de l'accord du 1<sup>er</sup> octobre 2009 est annulé et remplacé par les dispositions ci-après :

« Le droit à la présente garantie est ouvert aux salariés :

- sans ancienneté, en cas d'accident du travail, de trajet ou maladie professionnelle ;
- avec une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise ou de 6 mois dans la branche, en cas d'accident ou maladie de la vie privée (sur une période de 12 mois).

En cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, dûment constatée par certificat médical, les salariés tels que définis à l'article 4 du présent accord, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par les assurances sociales agricoles (droits à indemnité journalière de base) ;
- d'être soignés sur le territoire français ou dans l'un des autres Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres Etats ressortissant à l'Espace économique européen,

bénéficient d'une indemnité journalière complémentaire versée par Agri-Prévoyance, égale à 30 % du salaire journalier de référence jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- à compter du 8<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent aux allocations que l'intéressé perçoit de la MSA. Les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres

indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA. »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de son arrêté d'extension.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander sans délai l'extension du présent accord.

Fait à Rouen, le 31 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Syndicat des horticulteurs de Haute-Normandie.

### **Syndicats de salariés :**

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Haute-Normandie ;

Union régionale des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes FO ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, fédération de l'agroalimentaire CFE-CGC.